

Pouvoir d'emprunt

Voilà où je voulais en venir dans mon discours. Maintenant que j'ai la possibilité de le signaler, je voudrais annoncer que les coûts augmenteront passablement dans ce domaine, entre autres. Ces crédits vont permettre de financer des programmes comme les régimes de santé, l'enseignement universitaire et autres. Nous savons, bien sûr, qu'il y a de plus en plus de vieillards au Canada. On prévoit que les paiements de prestations de vieillesse, de suppléments de revenu et d'allocation du conjoint vont augmenter de presque 10 p. 100, soit de plus de 1 milliard de dollars. Et personne n'ignore, non plus, que l'assurance-chômage nous coûte de plus en plus cher. Ce programme coûte 133 p. 100 de plus cette année et il atteint maintenant quelque 3 milliards de dollars comparativement à 1.25 milliard l'année dernière.

Quant au budget lui-même, je ne doute pas que les titulaires de portefeuille économique pourront fournir davantage de détails au député. Mais j'ai tâché de lui répondre de mon mieux.

M. Huntington: Monsieur le Président, autrement dit, d'après ce qu'affirme le député, un député même très persistant ne peut savoir, en consultant les prévisions budgétaires de combien de liquidités le gouvernement aura besoin pour le premier trimestre.

En réponse à ma première question, le député a certes dit que le budget serait déposé un jour. Mais ne croit-il pas que les députés sauraient bien mieux à quoi s'en tenir sur ces 19 milliards de dollars que le gouvernement doit emprunter, dont 14 milliards pour le premier trimestre, si le budget était déposé avant que ce bill ne nous soit présenté?

M. Harquail: Monsieur le Président, je reste persuadé qu'il faut procéder avec logique si nous voulons que les deniers publics soient administrés avec ordre et méthode. J'en profite pour rappeler que les taux d'intérêt sont à la baisse et que l'argent coûte moins cher dernièrement. Tous les députés, et le député qui a posé la question aussi, conviendront qu'il en coûte moins cher maintenant au gouvernement pour emprunter. C'est un point très important. Nous allons donc être en bien meilleure posture au cours des semaines et des mois à venir que nous l'avons été au début de 1983.

En ce qui concerne les liquidités, il est essentiel, comme s'en rend bien compte le député, qu'elles permettent une certaine souplesse. J'ai essayé d'exposer quelques-uns des principaux programmes de dépenses pour lesquels le gouvernement devra affecter des crédits. J'ai aussi voulu exposer quelques projets qui concernent la région atlantique plus précisément, qui permettront de poursuivre le développement économique et industriel du nord du Nouveau-Brunswick, chose que nous souhaitons tous.

Je répète que ceci confirme ce que j'ai dit au début de mon discours . . .

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Je dois interrompre le député parce que d'autres de ses collègues demandent la parole.

M. Riis: Monsieur le Président, moi aussi, j'ai une question à poser au député de Restigouche (M. Harquail). Je dois dire que le ton général de son discours m'a encouragé; c'est le genre de propos optimistes que j'aime à entendre.

Je voudrais revenir sur une question qu'il a soulevée dans son discours de mardi dernier. Je n'étais pas présent à la Chambre mais j'ai lu le *hansard*. Le député a affirmé que l'on avait pu déceler une reprise économique. Peu avant, il avait dit que le nombre de mises en chantier avait connu une hausse, si modeste soit-elle. Au moins, c'est un résultat positif. Et il a ajouté par la suite qu'une reprise s'était manifestée. Pourrait-il nous en dire davantage?

M. Harquail: Monsieur le Président, moi aussi je me réjouis de voir le député revenir aux questions économiques et à ses devoirs de député. Je l'en félicite.

Non, je n'avais pas eu le temps de passer en revue toutes les bonnes nouvelles. Mardi dernier, j'ai signalé le recul des taux d'intérêt des prêts bancaires ainsi que le fléchissement de l'inflation. De bonnes nouvelles aussi au sujet des mises en chantier qui se chiffrent à 1.5 milliard de dollars. Toute personne, tant soit peu avertie, ne peut que convenir que ce sont là de bonnes nouvelles.

● (1240)

J'ai déposé sur le bureau et fait consigner au compte rendu tous les autres aspects de l'augmentation des ventes d'automobiles. Entre juillet 1982 et décembre 1982, le volume des ventes augmenté de 37 p. 100 pour atteindre 66,800 automobiles. C'est une autre chose qui a été relevée par votre parti et cette augmentation des ventes est un facteur très important.

Quant au logement et à la fabrication d'automobiles, votre chef lui-même, le député d'Oshawa . . .

Le président suppléant (M. Corbin): A l'ordre. Le député devrait adresser ses observations à la présidence.

M. Huntington: Oui et il devrait répondre brièvement.

M. Cosgrove: Il y a tellement de bonnes nouvelles que vous devriez les écouter.

M. Harquail: En effet.

M. Cosgrove: Écoutez et renseignez-vous. Débloquez-vous les oreilles.

M. Harquail: Votre Honneur conviendra certainement que j'ai besoin de plus de 30 secondes pour parler de ces questions que je considère comme très importantes et qui mettent en jeu des milliards de dollars, comme les députés d'en face l'ont eux-mêmes signalé. Je ne fais que suivre l'exemple que nous donnent certains députés depuis une semaine environ en parlant 5 ou 10 minutes pendant la période des questions et à d'autres occasions . . .

M. Huntington: Exercez-vous à répondre aux questions!